

## IL FAUT EN FINIR AVEC LA LOGIQUE FINANCIERE

La Verrerie d'Albi a été pillée depuis 2015 (reprise du groupe Verallia par le fonds Apollo) pour assurer à l'actionnaire le maximum de rendement financier. Plus de la moitié du profit dégagé par la VOA est versée aux actionnaires, privant l'entreprise d'une grande partie de sa capacité à investir. **Parallèlement, la part des salaires dans la valeur ajoutée a quant à elle baissé.**



Plus grave encore, en annonçant son retrait du capital de l'entreprise, Apollo la fait entrer dans une ère d'incertitude. Sera-t-elle reprise par un concurrent, comme le groupe portugais Barbosa & Almeida, avec en perspective des réductions d'effectifs et de frais de personnel pour compenser le coût financier de cette acquisition ?

Ou sera-t-elle mise sur le marché, avec des conséquences analogues, puisqu'il faudra « réduire le coût du travail » pour prouver aux actionnaires potentiels la rentabilité de l'entreprise ?

**D'autres choix sont possibles.** Ils devraient avoir pour point de départ un projet industriel élaboré et proposé par les salariés de l'entreprise en liaison avec les élus locaux, régionaux et nationaux concernés

Face à l'intensification des tâches dans un groupe livré au *lean management* au service d'une pure stratégie financière, une revendication majeure des salariés de l'entreprise – de la VOA comme de l'ensemble du groupe – est une amélioration des conditions de travail. **Il faut une réduction de la durée du travail à 32 heures dans un premier temps.**

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences doit le permettre : elle doit donc prévoir plus d'emplois, plus de salaires et plus de dépenses de formation. Cela rendrait l'entreprise encore plus efficace.

**Un tel projet est réalisable**, à condition que les actionnaires et les créanciers cessent d'accaparer quasi-intégralement les bénéfices de l'entreprise. Le premier moyen pour y parvenir serait de réduire le poids démesuré du capital financier dans le groupe.

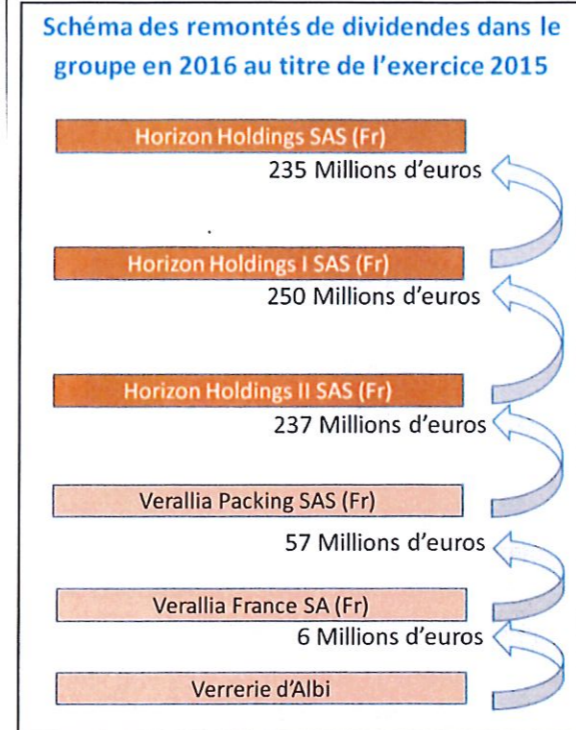
**Pour prendre le contrôle de Verallia Packaging, le groupe Apollo a dépensé 2,9 milliards** dont il a emprunté la plus grande partie à des banques.

**Par contraste, l'outil de travail de la VOA (bâtiments, machines, brevets...) n'est valorisé dans son bilan que pour 48 millions d'euros !**

Date de clôture	31-12-2016
> immobilisations incorporelles	2 245 300
> immobilisations corporelles	46 141 900

Même si la VOA n'est qu'une composante du groupe, on est pris de vertige en voyant que le fonds Apollo a dépensé 300 fois

cette somme pour prendre le contrôle de Verallia Packaging, et il veut revendre le groupe encore plus cher !



**Il faut en finir avec la logique financière.** Plutôt que de s'affronter à coup d'OPA terriblement coûteuses en capital, les groupes du secteur, en particulier les groupes européens (Verallia, Ardagh, Barbosa & Almeida) devraient coopérer par exemple en coopérant avec le centre de recherche sur le verre de Saint-Gobain. Cela répondrait à un besoin d'efficacité économique et dans la recherche, écologique.

**Première urgence, dès aujourd'hui : exiger la transparence.** À quoi sont précisément utilisés les fonds mobilisés par Apollo ?

Quelles banques ont participé au financement de sa prise de contrôle de Verallia ? pour quels montants, à quel taux d'intérêt (on l'ignore aujourd'hui, l'opération étant localisée au Luxembourg) ?

Quelle part devraient-elles prendre au financement du groupe au moment où le LBO sera déboulé ?

**A la place de ce montage opaque, un crédit accordé par une ou plusieurs banques publiques ou privées devrait financer le rachat par Verallia France des actions détenues par Apollo à travers Verallia Packaging.**

Le taux de ce crédit pourrait être réduit par une bonification d'intérêts versée par les collectivités territoriales concernées (en principe, la région, collectivité compétente en matière d'interventions économiques), avec le soutien de la Banque de France et de la Banque centrale européenne.

La part du capital actuellement détenue par BPI France serait mécaniquement augmentée ; elle pourrait être portée à plus de 50 % comme contribution de cette institution à un projet d'intérêt général. Une prise de participation de la Caisse des Dépôts et Consignations mériterait également d'être étudiée.

**Un tel programme a vocation à s'appliquer à l'ensemble du groupe Verallia Packaging, et au moins à Verallia France. Cependant, il a aussi une dimension locale**

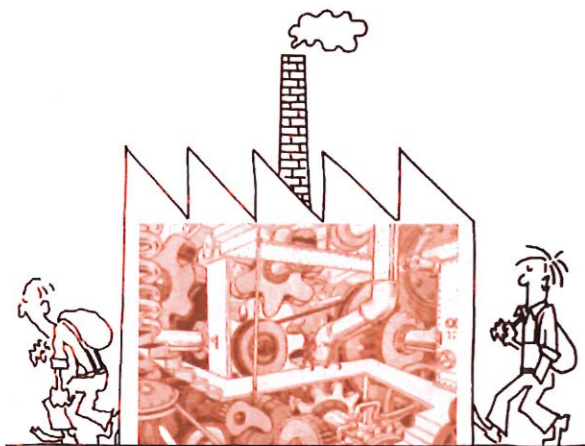
En particulier, l'histoire de la VOA, sa place dans le tissu social et économique de notre territoire, justifient de mobiliser des moyens d'intervention publique pour faire prévaloir la prise en compte de l'intérêt commun de la population dans la stratégie du groupe.

On peut à cet effet s'inspirer des dispositions figurant dans la proposition de loi pour une sécurisation de l'emploi et de la formation, déposée en janvier 2017 par André Chassaigne et les députés du Front de gauche, et dans la proposition de loi d'expérimentation sur les entreprises de territoires, en cours d'élaboration.

## DE QUELLE CRISE DU TRAVAIL PARLE-T-ON ?

Pour le patronat et le gouvernement, mais aussi pour les directions des services publics le mal être au travail ne résulterait que de problèmes pathologiques que rencontreraient certains salariés particulièrement vulnérables !

Pour nous communistes, cette « crise du travail » est une véritable crise de civilisation qui suppose une radicale transformation des rapports sociaux, la reprise en mains de leur travail (son contenu, son sens, sa finalité) par les salariés eux-mêmes.



### Les propositions du Parti communiste

**Nous voulons investir en grand le travail pour le transformer**, en permettant à chacun de faire de son travail une source d'épanouissement personnel et de contribuer par son pouvoir d'agir à la construction d'un développement véritablement humain, en redonnant du sens au « vivre ensemble ».

**Nous voulons permettre au salarié de réaliser un travail de qualité**, qui soit reconnu et dont il soit fier, en se battant contre la gestion par le stress, en luttant contre la précarisation des emplois et le dé-tricotage du code du travail

- Cela suppose aussi d'imposer que les représentants des salariés aient des prérogatives renforcées dans le recrutement, la gestion des carrières, la reconnaissance des compétences, la formation professionnelle,
- Cela suppose de lutter contre les horaires imposés et de permettre aux salariés de

concilier vie personnelle et vie professionnelle par une réduction de la durée hebdomadaire légale de travail (à 32 heures sans perte de salaire).

**Nous voulons permettre au salarié d'acquérir par son travail de nouvelles compétences et connaissances, et de construire ainsi le parcours professionnel de son choix** en tant qu'individu singulier.



**Nous voulons faire du travail une source d'émancipation et transformer les rapports sociaux de production au sein de l'entreprise.**

- Cela suppose la lutte pour l'égalité entre les femmes et hommes et un combat contre toute forme de discrimination, notamment concernant les salariés précaires. Les inégalités de salaires exorbitantes sont aussi une atteinte à cette égale dignité. L'éventail des salaires ne devrait pas dépasser une hiérarchie justifiée par les différences de qualification reconnues socialement.

**Nous voulons construire ensemble un autre mode de production** reposant sur le partage des savoirs et des richesses produites, et aussi sur des pouvoirs d'intervention et de décision accrus des salariés.

**Nos propositions reposent sur l'intervention des salariés eux-mêmes. Les communistes, leurs élus proposent des solutions qui s'opposent point par point à la vision de la société et de l'économie qui inspire le patronat, la droite et le gouvernement. Elles ne peuvent aboutir que si elles sont reprises tout ou partie par les salariés eux-mêmes. Ce sont aussi des objectifs possibles de lutte.**

Roland FOISSAC Conseiller municipal d'Albi



Section de l'Albigeois du PCF - 53 Boulevard Montebello Albi

# Spécial



## D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES QUE CEUX D'APOLLO

**JEUDI 27 SEPTEMBRE à 20 h**  
**boulodrome rue ARAGO**  
**SAINT JUERY**

## ASSEMBLÉE DÉBAT

**avec la participation de**

**Pascal  
SAVOLDELLI**  
Sénateur communiste  
du Val-de-Marne

**Membre des commissions des  
finances et des collectivités  
territoriales.**

et

**Denis  
DURAND**

**Economiste, membre du conseil  
national du PCF, ancien directeur  
adjoint à la Banque de France**

Comme vous, les communistes sont préoccupés par l'avenir de la VOA. Cette entreprise historique mérite autant que la cathédrale d'être classée à un patrimoine, ici social, économique et révolutionnaire.

Le Fonds d'investissement américain Apollo revend le groupe Verallia à l'horizon 2020. Grâce à un montage financier opaque Apollo récupère de juteux bénéfices et laisse les salariés dans l'incertitude.

Partout cette stratégie financière est catastrophique autant pour les êtres humains que pour la planète. L'avenir de la VOA est une question politique, il s'agit de changer en profondeur la façon de créer les richesses et de les utiliser socialement. Les salariés ne doivent pas rester en dehors d'une discussion stratégique sur l'avenir de leur entreprise et leur groupe.

Parlons du travail, de son organisation et de ses conditions, le report de l'âge de la retraite, la souffrance au travail liée aux méthodes de management que les directions d'entreprises mettent en place pour satisfaire leurs priorités : la performance, la compétition et les résultats financiers.

C'est pourquoi les communistes vous invitent à débattre de l'avenir de votre entreprise et veulent vous faire part de leurs propositions pour les soumettre à la réflexion des salariés et de leurs organisations syndicales. L'industrie est une question d'avenir pour un pays et ses régions. Elle doit devenir l'affaire des salariés et des populations avec des pouvoirs nouveaux permettant d'intervenir dans tous les domaines des entreprises.

Sandrine IPAS- MARTRES  
Secrétaire de la section de l'Albigeois du PCF